

Mais l'humanitarisme ne réglera pas le problème du Biafra, alors que des milliers de gens meurent chaque jour. Les Biafrais n'ont que faire des beaux discours, des tours d'acrobatie administrative du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vous n'avez qu'à songer au cynisme des réponses données à propos du Biafra. Le 10 juillet, Radio-Canada demandait au premier ministre ce que le Canada comptait faire pour aider le Biafra. Il y a à peine deux mois et demi de cela. Il répondit alors: «Vous avez de ces questions drôles». Est-ce là un jugement sur la gravité des événements qui se déroulent là-bas?

• (4.50 p.m.)

Il a déclaré plus tard qu'on pourrait l'envoyer à tous les nécessiteux mais pas à tout le monde. Je voudrais savoir quelles priorités peuvent l'emporter sur les besoins de la population du Biafra. Cette attitude n'est pas celle d'un gouvernement à l'esprit humanitaire comme l'a dit le secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Qu'allez-vous faire au sujet de cette situation? Les députés de l'opposition ont demandé que des mesures soient prises. Quelle réponse avons-nous encore reçue aujourd'hui? Un haussement d'épaules cynique et la réponse que rien ne pouvait être fait. Il y a des semaines, nous avons demandé au gouvernement de soumettre cette affaire aux Nations Unies; on nous a répondu que cela était impossible parce que le gouvernement ne savait comment rédiger une résolution qui serait humanitaire. On ne voulait pas une résolution politique, mais pour l'amour de Dieu, le gouvernement ne va-t-il pas agir quand des gens meurent par milliers. On nous a dit que le gouvernement doit être prudent car 27 États africains estiment qu'il s'agit là d'une affaire intérieure. Ces États africains sont, pour la plupart, des États que nous aidons. Les aidons-nous, comme on l'a suggéré, pour détruire les rapports qui existent entre eux et la France?

Le premier ministre a été interviewé à l'émission n° 51-22103-8001; interrogé sur cette question, il a répondu:

... je n'avais pas pour but de décrocher une décoration quelconque pour le discours du trône ou pour le discours que j'ai prononcé au cours du débat qui a suivi. Ce n'est pas l'objectif du gouvernement, n'est-ce pas, d'obtenir la décoration dite «Purple heart» ou autres cœurs saignants...

Il a terminé l'interview en disant:

J'aimerais bien en discuter avec vous, M. Lynch. J'aimerais en parler avec les Canadiens, parce que mon cœur saigne autant que celui de n'importe qui, lorsque je sais que des gens meurent de faim. Mais

il y a déjà eu des guerres civiles et le problème, je le répète, c'est que les États africains ont décidé qu'il s'agissait d'une affaire interne.

Il a ajouté que si nous intervenions dans cette affaire, nos avions seraient abattus. Pourquoi le Canada n'intervient-il pas en présentant une motion de protestation auprès des Nations Unies? Si les autres pays ne se joignent pas au Canada, nous aurons au moins le mérite d'avoir donné l'exemple au monde.

Pourquoi ce manque d'assurance et ce manque d'imagination qui gênent l'initiative? Un jour, le gouvernement devra agir, et il agira peut-être quand, là-bas, tous seront morts. Alors, il viendra peut-être déclarer qu'il entend saisir les Nations Unies d'un projet de résolution. Je dis très sérieusement qu'il lui faudrait prendre des mesures dès maintenant. J'admets que le gouvernement ne peut tout faire et qu'un projet de résolution semblable puisse être rejeté, mais, du moins, dans sa tentative, le Canada aura pris une attitude nouvelle pour lui. Les déclarations vagues et évasives portant que nous avons envoyé là-bas pas mal de choses, qu'elles ont été acheminées au Lagos et que quelqu'un en bénéficiera sûrement, sont inutiles. Il n'y a pas moyen, pour nous, de forcer le gouvernement à agir dans un cas comme celui-ci. Son inertie, en l'occurrence, ne peut être domptée par une opposition minoritaire, mais nous pouvons du moins présenter notre point de vue et demander encore une fois d'agir.

J'ignore qui est le secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures; j'ignore même qui le remplace en son absence, mais je suppose que c'est, comment dis-je, le ministre du Travail et ainsi de suite. Il m'est impossible de me souvenir de tous ces changements, qui évoquent le jeu de galets. Vous faites la ronde, mais je ne parlerai pas des ministres d'État aujourd'hui. Il y a bien un ministre d'État parmi nous qui vient de la Saskatchewan. Tout ce que je puis lui dire, c'est que j'aurais aimé que la Saskatchewan soit plutôt représentée par un ministre doté d'un porte-feuille.

On commence à comprendre pourquoi le gouvernement refuse de discuter des affaires internationales. Il a commis gaffe sur gaffe. Il a jeté de la poudre aux yeux avec l'affaire Rossillon, il s'est fourvoyé à propos du Biafra et de la Tchécoslovaquie. C'est un gouvernement qui s'assoit, écoute et s'interroge. Il faudra bien qu'il passe un jour à l'action. Nous devrions avoir un débat sur les affaires internationales. Le premier ministre a repoussé aujourd'hui nos questions. Souvent il nous regarde en ayant l'air de se demander comment il se fait qu'il soit parvenu ici. Par son attitude il nous donne l'impression de s'étonner qu'on puisse débattre des questions